

Yvan Craipeau

Les trotskystes français dans la Seconde Guerre mondiale

Source : *Critique communiste*, n° 25, novembre 1978.

- **Qu'en est-il du problème du défaitisme révolutionnaire lors de la Seconde Guerre mondiale ?**

Dans *Contre vents et marées* (éd. Savelli), je me contente de rapporter les thèses en présence et les faits. Ce que tu me demandes, c'est un jugement critique. Je crois en effet, qu'une telle réflexion est d'un grand intérêt pour nous permettre de comprendre comment les révolutionnaires peuvent utiliser l'expérience et la théorie.

Le défaitisme révolutionnaire était pour nous article de foi parce que les bolcheviks l'avaient emporté en 1917. Notre adhésion sans nuance aux thèses de Lénine ne résultait pas d'une analyse concrète. Quand on relit les thèses présentées en notre nom au congrès du PSOP de 1939 par Rous, Weitz et D. Guérin, on est frappé par leur caractère général, abstrait et incantatoire. La stratégie de Lénine y est érigée en dogme, définissant l'action des révolutionnaires dans toutes les guerres impérialistes et toutes les situations. Or, les conditions seraient-elles les mêmes lors de la Seconde Guerre mondiale ? La stratégie défaitiste suppose un certain équilibre des forces impérialistes, une guerre de positions qui laisse le temps à la propagande révolutionnaire, à l'arrière et au front : elle perd tout sens au cours d'une guerre éclair. Elle tient pour assuré que l'incendie révolutionnaire allumé dans un pays, pourra se communiquer aux pays du camp adverse — la fraternisation transformant le front militaire en front de classes : mais en serait-il ainsi au cours de la Seconde Guerre mondiale ? Les trotskystes expliquaient avec raison que l'hitlérisme avait laminé la classe ouvrière, exterminé ses cadres, anéanti pour longtemps toute résistance : pourrions-nous ne pas tenir compte de cette situation nouvelle ou nous contenter d'y répondre par des incantations. Enfin, en cas de rupture de l'équilibre militaire, on pouvait imaginer que l'Europe serait occupée comme la Tchécoslovaquie par exemple venait de l'être; or, ce ne serait pas un épisode militaire comme en 1914. L'occupation hitlérienne s'imposerait par la terreur fasciste, comme en Tchécoslovaquie, détruirait les libertés ouvrières et démocratiques, s'efforcerait de créer une situation irréversible. Dans une telle situation créée par la défaite, la stratégie de Lénine n'aurait plus d'application possible.

Il était possible de réfléchir à tout cela. Du reste, notre adversaire le plus déterminé, l'ancien trotskiste Michel Collinet, l'expliquait avec lucidité. Mais nous voulions éviter de voir tout ce qui risquait de mettre en cause les textes sacrés. Seul Trotsky apportait des nuances entre l'attitude des révolutionnaires en France et en Allemagne. Ce distinguo déjà nous apparaissait presque sacrilège. Encore reposait-il sur la nécessité d'aider militairement l'URSS en guerre.

Il est vrai que l'existence de l'URSS, à elle seule, apportait une singulière modification dans les rapports de forces. Mais pas dans le sens qu'espérait Trotsky; l'URSS stalinienne allait s'avérer l'ennemie la plus dangereuse de la révolution en Europe — notamment en Allemagne. Cela devait confirmer, à mon sens, mes propres thèses sur le collectivisme bureaucratique d'État. Mais précisément, à ce moment, je renonçais à exposer publiquement mes positions. Par discipline internationale (au moment où je devais assumer la direction de la section française). Aussi parce que je considérais que, dans la tourmente, nous avions d'autres chats à fouetter. Jamais, je pense, je n'ai commis une plus grande sottise.

Toujours est-il que notre adhésion au défaitisme révolutionnaire s'est révélé sans aucune application pratique. Pendant la drôle de guerre, nous pouvions avoir l'illusion que la situation était de même nature qu'en 1914-1918. J'écrivais alors que la différence nous était favorable : malgré les efforts de la social-démocratie, l'enthousiasme patriotique était au plus bas. Comme l'URSS était alliée à l'Allemagne, et non à la France, les staliniens prônaient le défaitisme tout court et certains de leurs militants sabotaient les avions. La guerre éclair de mai-juin 1940 remettait bientôt tout en question. Un instant nous avions cru qu'un nouveau front allait s'établir sur la Loire et développer au Sud les possibilités révolutionnaires : à Nantes, Fred Zeller exaltait l'enthousiasme de nos militants en leur expliquant que la défaite étant proche, nous étions près de la révolution. Quelques jours plus tard, la défaite était consommée : dans la France occupée nous nous trouvions désorientés et sans boussole.

Fait significatif : ceux qui avaient complètement perdu la boussole, c'étaient les signataires de la motion défaitiste, Rous et Weitz, et ils avaient très vite convaincu Zeller. Considérant comme définitivement acquise la victoire de Hitler, allié à Staline, ils jugeaient que c'était là le cours inexorable de l'histoire et qu'il fallait s'intégrer à cette prétendue évolution anticapitaliste en faisant litière de la lutte des classes, désormais dépassée. Pourtant ces hommes ne manquaient ni d'intelligence, ni de loyauté, ni de courage. Mais ils s'étaient engagés dans la lutte, protégés par l'armure magique du défaitisme léniniste : brusquement ils s'apercevaient qu'ils étaient nus. Du coup ils renonçaient à toutes leurs idées, y compris les plus solides.

Pourtant, si la théorie léniniste n'avait pas de vertu magique, il faut préciser ceci : tous ceux qui la condamnaient se sont retrouvés dans le camp de la collaboration des classes. Tous ont finalement rejoint les réformistes qui faisaient la courte échelle à la bourgeoisie.

Weil-Curiel passait aussitôt au gaullisme. Suzanne Nicolitch implorait le secours de Roosevelt au nom de la fraternité maçonnique. Tous les socialistes de gauche qui cherchaient une voie moyenne entre les trotskystes et les réformistes ont échoué. Gilles Martinet essayait de définir une telle politique dans *l'Insurgé* de Lyon : jusqu'à la défaite de Hitler, il faut s'intégrer à la résistance bourgeoise, mais en se réservant de renverser le pouvoir bourgeois une fois écarté le péril fasciste. En fait, dès la libération, les militants de *l'Insurgé* se dispersent ou rejoignent la SFIO. Une orientation semblable était celle du journal *Libertés* à Paris. Après la libération il développe pratiquement les thèmes qui seront plus tard ceux du CERES. Dans *la Libération confisquée* (co-éd. Savelli-Syros), je montre comment cette politique (notamment les équivoques sur « la nation ») émascule toute velléité révolutionnaire et conduit finalement à rallier le réformisme.

Aussi ceux qui adhèrent au défaitisme révolutionnaire risquent de perdre la boussole et ceux qui n'y adhèrent pas n'ont pas de boussole. Le paradoxe n'est qu'apparent. En effet si la stratégie du défaitisme révolutionnaire correspond à une condition concrète et non à toutes, il n'en va pas de même de l'orientation générale qui la sous-tend : la révolution socialiste reste, dans toutes les circonstances, l'objectif fondamental et toutes les autres considérations doivent lui être subordonnées. La guerre ne suspend ni n'atténue la lutte des classes; elle la porte à son paroxysme. Toute politique d'union nationale va à l'encontre de la lutte révolutionnaire. Tel est le principe : là-dessus Trotsky était d'accord avec Lénine, par exemple, pendant la Première Guerre mondiale, alors que leurs stratégies étaient différentes, ce principe était sûrement valable pour la Deuxième Guerre mondiale. Mais un principe n'est pas une stratégie. Celle-ci ne pouvait être

définie qu'à partir de l'analyse concrète. Notre erreur a été de ne pas réfléchir à ce qu'elle pouvait être dans les conditions réelles de 1939 à 1940. L'adhésion à la stratégie du défaitisme révolutionnaire, considérée comme un dogme, nous tenait lieu d'analyse concrète et nous empêchait de faire cette analyse.

• **Quel rapport faire entre lutte internationale et lutte nationale dans la France de la Résistance ?**

La deuxième question nous ramène à cette analyse. Le grand mérite de Marcel Hic a été de la tenter dès les premiers jours de l'occupation. Pour ma part, je comprenais bien qu'il posait de vraies questions. Mais je craignais une dérive nationaliste si jamais nous lâchions notre rocher idéologique.

Nous vivions en effet sur cette idée que l'internationalisme est la négation de l'idée nationale. Ce n'est pas une idée entièrement fausse : le socialisme amènera le dépérissement de l'idée nationale, comme des idées religieuses, comme de l'État. Mais c'est là une perspective à long terme. On ne fait pas disparaître le fait national en le niant. Pas plus la religion ou l'État. La suppression brutale des libertés nationales ou religieuses ne fait au contraire que raviver le nationalisme ou l'idéologie religieuse.

Pour nous, le schéma était simple : le seul nationalisme progressiste est celui des pays colonisés qui résistent à l'impérialisme. En Europe le sentiment national a été progressiste lors de la formation des nations. Il ne l'est plus depuis que les États nationaux sont devenus impérialistes : « Tout ce qui est national est nôtre » disait le royaliste Maurras. Nous lui opposions : « Tout ce qui est national est réactionnaire ».

Effectivement le nationalisme est la clé de voûte de l'idéologie bourgeoise. On apprend à l'école que par delà les intérêts particuliers (ceux des individus, des classes sociales, des professions, des diverses sociétés de joueurs de boules...) existe l'intérêt de la nation, la grandeur de la patrie qui s'identifie avec l'intérêt général. Les mesquines discordes politiques ou sociales s'effacent quand la patrie est en danger et les Français retrouvent alors leur nécessaire union. Cette mythologie fonde la collaboration des classes. Nous avons raison (et nous avons raison) de la dénoncer. Ceux qui l'acceptent justifient nécessairement l'asservissement de la classe ouvrière et la domination de la bourgeoisie. C'est ainsi que l'union nationale en 1944-1945 a rétabli l'État bourgeois, puis la puissance économique du capitalisme. C'est ainsi qu'empêtrés dans cette idéologie, les socialistes de gauche de *Libertés*, qui condamnaient la collaboration des classes, s'y retrouvaient enlisés. C'est également le talon d'Achille, actuellement, du CERES.

Nous savons bien au contraire que ce qu'on nous présente comme « l'intérêt national » n'est autre chose que l'intérêt du capitalisme. Que l'intérêt général de la société ne s'établisse pas à l'intérieur des frontières sous la houlette de la bourgeoisie, mais à l'échelle de l'humanité dans une lutte commune contre le capitalisme. Nous savons que le prétendu intérêt national justifie aussi l'oppression des autres peuples et que les communistes drapés du tricolore se sont faits les chantres de « l'Union française » dans l'immédiat après-guerre, complices des colonialistes lors des massacres d'Algérie, de Madagascar et d'Indochine. Nous savons encore que les pays constitués par la bourgeoisie « nationale » ne sont pas des nations, que l'unité française, par exemple, s'est formée en écrasant les nations minoritaires comme la Bretagne, l'Occitanie ou la Corse, en les dépouillant de leur identité et de leur culture.

Précisément, à notre époque ces minorités nationales affirment avec force leur aspiration à l'existence dans les plus vieux pays d'Europe : l'Espagne, bien sûr, mais aussi la France et même l'Angleterre. Peu importe ici les raisons de cette résurgence que j'ai essayé d'expliquer dans la préface à l'excellent ouvrage d'A. Nin, sur les minorités nationales. Mais elle amène me semble-t-il, une double réflexion.

D'abord, il n'est pas vrai que les problèmes nationaux disparaissent pour laisser la place à la lutte internationale pour le socialisme. La lutte socialiste n'est pas menée par un travailleur abstrait interchangeable, par delà les pays et les continents, défini par son seul caractère de vendeur obligé de sa force de travail. Ce travailleur est impliqué dans une histoire concrète qui est celle de son milieu, de son peuple, de sa culture, de son identité nationale conservée ou perdue.

C'est pourquoi les bolcheviks avaient constitué leur État comme une confédération de républiques et de territoires autonomes au sens desquels chaque nationalité restait maîtresse de son destin et même, libre de quitter l'Union. Contrairement à ce que croyait Rosa Luxemburg, cette politique de Lénine n'était pas une adaptation opportuniste aux circonstances. L'internationalisme ne se fonde pas sur la négation des nations mais sur le respect des nations jusqu'au moment où l'évolution communiste de la planète amènera leur dépassement.

La résurgence des minorités nationales nous rappelle aussi que les rapports entre lutte des classes et lutte nationale ne sont pas donnés une fois pour toutes. Il s'agit de réalités variables. Il est juste de concourir à la défaite de l'impérialisme français dans les guerres coloniales qu'il mène contre les peuples marocain, indochinois ou algérien. En 1940, c'est l'indépendance de la France qui est remise en question. L'impérialisme allemand vainqueur (et qui croit sa victoire définitive) impose à la France, comme aux autres pays d'Europe, un régime de type fasciste, un gouvernement fantoche auquel il dicte ses propres lois, comme les lois antisémites. Il hérise le territoire de frontières intérieures, en annexe une partie, supprime partout toutes les libertés, toutes les conquêtes sociales, toutes les organisations ouvrières. Il ne cache pas son projet de vassaliser et de désindustrialiser le pays, rafle toutes ses ressources avec sa fausse monnaie, réduit les travailleurs à la misère et la disette. À partir de 1942, le travail forcé et la déportation en Allemagne instituent un régime intermédiaire entre le salariat et l'esclavage.

Pour l'immense majorité des Français, et d'abord pour les travailleurs, la perte de l'indépendance nationale s'inscrit dans leur chair. La lutte nationale s'identifie avec la lutte pour la survie et les libertés, à commencer par les plus élémentaires.

Elle ne faisait pas du tout l'unanimité des classes sociales. La grande majorité de la bourgeoisie collaborait avec l'occupant qui, pour le moment, lui passait d'importantes commandes nécessaires à son effort de guerre et qui lui garantissait de pouvoir surexploiter les travailleurs sans craindre leur résistance organisée. C'est d'ailleurs la règle que les classes dominantes tendent à s'entendre avec la puissance dominatrice étrangère contre leur propre peuple.

Inversement la lutte nationale contre l'occupant fasciste cimentait toutes les luttes des peuples européens. Elle prenait le plus souvent le caractère d'une lutte contre la bourgeoisie indigène qui acceptait l'occupant et s'alliait à lui.

Il est significatif qu'en France, le fer de lance de la lutte armée « nationale » ait été la MOI – c'est-à-dire l'Organisation des travailleurs immigrés. Cela ne peut pas s'expliquer par l'adhésion fanatique au Parti communiste : le PCF n'a retrouvé leur soutien que quand a cessé sa tentative d'entente avec l'occupant. C'est dire aussi que cette lutte n'avait pas au départ un caractère chauvin. C'est le PCF qui a largement contribué à développer cette idéologie bourgeoise anti-« boche » qui correspondait à son engagement avec la résistance bourgeoise (gaulliste).

À travers toute l'Europe, l'écrasement des peuples par les nazis était vécu d'abord comme oppression nationale. Dissociée de la lutte pour les libertés et l'indépendance nationale, il ne pouvait pas y avoir de lutte pour le socialisme. Les luttes nationales n'entraient nullement en contradiction avec l'internationalisme; elles le nourrissaient au contraire, comme plus tard le soutien aux luttes nationales des peuples d'Indochine. C'est ce que ne peuvent pas comprendre les dogmatiques, incapables de concevoir à la fois les principes généraux et les situations concrètes. « Quand nous passons à la syntaxe, disait Trotski, ils nous accusent de trahir l'alphabet que nous leur avons enseigné ». C'est ce qui arrive aux camarades de *Lutte ouvrière*, sur ce terrain comme sur les autres.

J'ajoute que la réflexion sur les problèmes nationaux n'est pas seulement rétrospective. Contrairement à ce qu'on avait pu penser, les luttes nationales ne sont nullement l'apanage du XIX^e siècle. C'est dans la seconde moitié du XX^e siècle qu'elles connaissent leur paroxysme. Aux luttes des peuples du tiers monde pour secouer le joug de l'impérialisme, répondent celles des pays dominés par l'URSS et le pseudo « socialisme ». Paradoxalement les principales interventions militaires sont celles de pays dits socialistes dans des pays « socialistes »; le Cambodge « socialiste » entre en guerre contre le Vietnam « socialiste » et la principale menace de conflit généralisé est celle de la Chine et de l'URSS. C'est que le capitalisme bureaucratique d'État engendre par nature le nationalisme. Le pouvoir de la bureaucratie est fonction de l'extension de la puissance de l'État qu'elle contrôle, du degré de centralisation à l'intérieur de ses frontières, de l'expansion territoriale, de la domination économique et politique exercée à l'extérieur des frontières. De là, l'idéologie « patriotique » et chauvine, la condamnation comme « nationalistes » des aspirations des peuples dominés, le détournement de l'internationalisme prolétarien, en principe de la sujétion à Moscou. De là également la résistance populaire dans les pays dominés, la bureaucratie locale utilisant parfois ces aspirations à l'indépendance nationale pour desserrer les liens de vassalité avec la bureaucratie de la puissance dominante. Mai 1968 : l'interdépendance est étroite entre la guerre du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain, la lutte socialiste des travailleurs tchécoslovaques pour l'indépendance de leur pays contre les Russes et le mouvement révolutionnaire en France. Les perroquets dogmatiques ne peuvent pas comprendre ces détours de la dialectique.

• ***Quelles pouvaient être les formes adéquates de la lutte armée à partir de 1942 ?***

La lutte révolutionnaire en effet ne pouvait pas être séparée de la lutte armée. Nous le sentions dès 1942. Mais nos réponses restaient abstraites. Le petit groupe « Luites de classes » et la *Jeune Garde* des jeunes du POI soulignaient la nécessité de l'armement du prolétariat. Mais ces déclarations théoriques ne donnaient pas un seul fusil. Les vraies questions c'était : qui armer ? comment ? ou ? pourquoi faire ?

Nous étions paralysés par nos œillères. Pour nous les ouvriers devaient s'armer pour prendre le pouvoir et, en attendant, pour protéger leurs grèves. Mais en 1942 et en 1943, le premier objectif n'avait aucune réalité. Quant au second : on ne protège pas à coups de revolver les travailleurs qui cessent le travail pour obtenir du savon ou plus de pain. On peut seulement protéger ainsi une action ponctuelle, comme une distribution de tracts ou l'évasion de militants arrêtés. On ne prend les armes que pour un objectif bien plus général.

En 1943, avec la généralisation du travail forcé en Allemagne, les jeunes requis, de toutes les origines sociales, qui refusaient de partir, constituaient naturellement les groupes de résistance aux nazis et les noyaux de la lutte armée. Mais nous avions une grande difficulté à concevoir que le centre de la lutte armée pouvait être hors des villes, qu'elle pouvait s'appuyer sur les montagnes plus que sur les usines. C'est bien plus tard, en 1944, que je donnais en exemple l'organisation militaire d'une entreprise (vraisemblablement de la région de Grenoble) en liaison avec le maquis. Nos efforts pour constituer des maquis rouges indépendants ont échoué pratiquement partout (dans *Contre vents et marées*, je cite l'exemple de la Haute-Savoie, mais le maquis de Sérignac était également FTP).

Ce qu'on pouvait faire, c'est ce que nous montre par exemple l'action de Guingoin dans le Limousin : protéger les paysans et les ouvriers contre les exactions des autorités de Vichy, les autorités allemandes, des patrons, des collaborateurs et des miliciens, etc. Empêcher la rafle des moissons, la déportation des jeunes, etc. Garder le contact permanent avec la ville et les usines, sources du renseignement et du recrutement; mais en organisant les unités armées en dehors des villes et des usines; bref, constituer des forces armées indépendantes des états-majors alliés, ne se donnant nullement pour leurs troupes, ne se donnant pas pour objectif de leur servir de centre d'espionnage, ni de force d'appoint – mais visant à créer une solidarité des opprimés, les amenant à prendre en charge leur propre lutte, à la lier aux objectifs de l'indépendance nationale, du socialisme et du pouvoir des travailleurs.

En bref, il s'agissait d'établir par les armes, les éléments du pouvoir des travailleurs, là où c'était militairement possible. En gros, c'est ce que faisaient les communistes yougoslaves, grecs ou albanais. Sauf que leur formation stalinienne les amenait à établir le chauvinisme et à négliger la fraternisation. Il est absurde d'établir une position de principe entre la lutte armée des peuples opprimés et la fraternisation. L'exemple en a du reste été donné en Corse, où les troupes italiennes ont refusé de combattre l'insurrection, voire se sont solidarisées avec les insurgés. En fait l'action militaire et les tentatives de fraternisation alternent.

Nous-mêmes, nous avons fait l'expérience qu'organiser les soldats de la Wehrmacht dans une formation révolutionnaire supposait que leur soit donnée la possibilité de rejoindre en cas de besoin, les partisans. Inversement, l'armement ne pouvait pas provenir seulement de ce qu'ils réussissaient à subtiliser. Il fallait prendre les armes du combat. En priorité sans doute contre les SS et les miliciens, les policiers et les officiers. Mais la guerre ne permet pas toujours de s'en tenir aux distinguos théoriques.

Au moment des discussions avec Jean Moulin, nous n'écartions pas l'hypothèse de recevoir des armes des Alliés. Avec Marcel Hic, nous évoquions les mots de Lénine acceptant les fournitures des brigands alliés contre les brigands allemands. Cela supposait bien sûr, que ne soit exigée de nous aucune contre-partie, comme l'adhésion

à la résistance bourgeoise. Je reste convaincu qu'une telle adhésion aurait été un suicide politique : les socialistes de gauche de l'Insurgé ont bien reçu des armes pour leur maquis, mais ce maquis n'a jamais pu jouer un rôle autonome. Dans ces conditions, il était illusoire de compter sur les parachutages alliés : sans doute ravitaillaient-ils Tito plutôt que Mikhaïlovitch en 1943-1944; mais parce qu'il était devenu une incontestable puissance militaire. Nous ne pouvions compter que sur nos propres moyens. C'est bien ce qu'avaient fait les Yougoslaves pendant des années.

- **À quelles conditions la lutte contre le fascisme pouvait-elle ouvrir la voie à la lutte pour le socialisme ?**

Il est sans intérêt de refaire l'histoire après coup sur le papier. Il est plus intéressant de voir ce qui s'est passé et d'essayer d'en tirer des leçons. Or, si nulle part aucun mouvement de masse n'a reproduit la Révolution russe de 1917, la lutte contre le fascisme a effectivement débouché sur une prise de pouvoir anticapitaliste dans pas mal de pays. Je ne parle pas des régimes fantoches installés à la pointe des baïonnettes dites « soviétiques ». Mais, pour ne parler que de l'Europe, les partisans rouges ont été à deux doigts de l'emporter en Grèce; ils ont libéré eux-même l'essentiel de leur territoire en Yougoslavie et en Albanie.

C'est que les partis communistes de ces pays ont su prendre en charge l'ensemble des luttes ouvrières et populaires, les luttes pour la liberté et pour l'indépendance nationale; ils ont su fournir aux masses les instructeurs et les cadres militaires nécessaires pour leur permettre de mener la lutte contre les nazis; en même temps, malgré les injonctions de Staline, ils ont refusé de s'entendre avec les représentants locaux de la bourgeoisie du type Mikhaïlovitch. Sans une pareille orientation, on pouvait bavarder sur le socialisme, mais non se débarrasser du pouvoir du capitalisme. Ce qui fait problème, c'est que nulle part la défaite des fascistes et du capitalisme privé n'a débouché sur une société socialiste – ni en Europe ni en Asie. Les partis communistes, les traditions staliniennes, tendaient à substituer leur propre hiérarchie à l'ancienne. Sous des formes variées on retrouve dans tous ces pays les traits essentiels de ce que j'appelle, pour ma part, le capitalisme bureaucratique d'État.

Je ne crois pas que cela tienne à la forme prise par la lutte révolutionnaire – une lutte armée de libération. Ni même à la subordination idéologique des partis communistes à Moscou. C'est prendre l'effet pour la cause. Ce qui m'apparaît décisif c'est que les partisans ne l'ont emporté que dans des pays sous-industrialisés où les contradictions étaient les plus fortes (en Yougoslavie, il n'y avait pas place pour l'attentisme qui fleurissait en France) mais où les possibilités d'un dépassement socialiste de la société capitaliste étaient les plus faibles.

Il aurait pu en aller autrement en Europe occidentale. Mais cela supposait un autre type de mobilisation des travailleurs; cela supposait qu'ils ne se bornent pas à se laisser embrigader par le « parti », mais qu'ils prennent leurs affaires en main. Autrement dit cela supposait une tradition de type autogestionnaire et un parti capable de jouer le rôle d'intellectuel collectif de la classe ouvrière. Nous le sentions confusément. Il faudrait analyser de très près les tentatives de démocratie ouvrière que nous avons faites dans un certain nombre d'entreprises au lendemain de la libération. J'essaye de le montrer dans *la Libération confisquée*.

Bien entendu si un tel parti avait pu exister alors dans les pays d'Europe occidentale, les luttes qu'il aurait impulsées n'auraient pas eu le caractère nationaliste qu'elles ont eu

dans les pays sous-industrialisés des Balkans. Elles auraient été liées à un effort de fraternisation généralisée avec des soldats allemands et italiens. La situation en Allemagne en aurait été sans doute modifiée. Mais me voilà, malgré moi, en train de réécrire l'histoire. En fait, je ne crois pas qu'une autre orientation de notre petit groupe aurait pu bouleverser le cours des événements. Elle aurait pu nous permettre de regrouper quelques dizaines de milliers de combattants, de jouer un rôle, de hâter la prise de conscience des travailleurs. Si on veut : de précipiter une crise du type Mai 68 et de permettre alors une victoire du socialisme. Mais un parti ne peut jouer un rôle réel que s'il est profondément lié à la classe ouvrière, s'il exprime ses aspirations profondes, s'il représente son évolution réelle, s'il fait partie de sa chair. Nous ne pouvions pas improviser un tel parti en 1939 ou 1940. Reste à savoir s'il existera pour les épreuves de demain.